



COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

À vérifier à l'audition

Huitième Conférence régionale africaine sur les femmes

(Beijing + 15)

Examen quinquennal de la mise en œuvre de la plate-forme d'action

de Dakar et du Programme d'action de Beijing

Observations liminaires de

M. Abdoulie Janneh

Secrétaire général adjoint de l'ONU et

Secrétaire exécutif de la CEA

19 novembre 2009

Banjul, Gambie.

Excellence, Mme Ajaratou Isatou Njie-Saidy,

Vice-Présidente de la Gambie,

Excellence, M. Jean Ping, Président de la Commission de l'Union africaine,

Mesdames et Messieurs les ministres,

Membres de l'Assemblée nationale de la Gambie,

Mesdames et messieurs,

C'est pour moi un grand plaisir que de vous souhaiter la bienvenue à cette huitième Conférence ministérielle africaine chargée d'examiner les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Plate-forme d'action de Dakar et du Programme d'action de Beijing.

Je voudrais, au nom de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et de tous les invités à cette réunion, transmettre à travers Votre Excellence la Vice-Présidente, nos salutations spéciales et ma profonde gratitude à son Excellence le Président Alhaji Dr. Yahya A.J.J. Jammeh, ainsi qu'au Gouvernement et au peuple gambiens, pour avoir accueilli cette Conférence ministérielle et pour les excellentes

Je voudrais également remercier nos collègues des organismes des Nations Unies, en particulier le PNUD, pour leur précieuse contribution à l'organisation de la présente Conférence.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

L'année qui vient marque le 15^e anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing adoptés en 1995. Le Programme d'action de Beijing insiste non seulement sur la réalisation de l'égalité, l'autonomisation politique et économique des femmes et l'élimination de la discrimination à leur égard, mais souligne également la nécessité d'associer les femmes, en tant que partenaires à part entière et égales des hommes, à tous les processus politiques et de prise de décisions. La vision globale de la réalisation de l'égalité entre les sexes et des droits des femmes caractérise également le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD), adopté au Caire en 1994. Le Programme d'action de Beijing a également été davantage renforcé dans les Objectifs du Millénaire pour le développement relatifs à l'égalité entre les sexes, à l'éducation et à la mortalité maternelle.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

En 2006, la CEA avait été repositionnée pour mieux répondre aux besoins spécifiques du continent. Ce repositionnement a été sous-tendu par une orientation stratégique consistant à «exploiter les ressources régionales pour répondre aux priorités de développement de l'Afrique», approuvée par le Sommet des chefs d'État de 2006 en Gambie. La promotion de l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes ont été au cœur des activités de la CEA et renforcées davantage dans le cadre du repositionnement stratégique.

L'examen de Beijing + 15 vise, entre autres objectifs, à suivre les progrès accomplis à ce jour dans la mise en œuvre de notre engagement collectif en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. Il est par conséquent d'une importance cruciale de poser les bonnes questions et de formuler les réponses appropriées pour rendre compte des réalisations et, plus important encore, mener une réflexion stratégique sur la voie à suivre.

Où étions-nous il y a 15 ans? Où sommes-nous aujourd'hui? Qu'est-ce qui a fonctionné? Qu'est-ce qui n'a pas fonctionné? Quels enseignements tirés des stratégies mises en place ? Comment améliorer ces stratégies pour accélérer la

continent, Mme Ellen Johnson Sirleaf du Libéria. Elle constitue un précédent et représente un modèle pour l'Afrique. Nous voyons maintenant des femmes occuper des postes importants de prise de décisions, comme vice-présidente, premier ministre et présidente du parlement. Elles sont peu nombreuses, mais grâce à elles, les gens réalisent qu'il est possible pour une femme de conduire une nation. Le Rwanda est le premier pays au monde en termes de représentation des femmes au parlement, 55% de ses députés étant des femmes. Parmi les autres pays qui comptent une forte représentation de femmes au parlement, on peut citer l'Afrique du Sud, l'Angola, le Burundi, le Mozambique, l'Ouganda et la Tanzanie.

Un autre domaine de réussite spectaculaire pour l'Afrique, on est parvenu à une plus grande parité dans l'enseignement primaire, objectif déjà atteint par plus de 60% de pays.

Dans le domaine critique de la place des femmes dans l'économie, les pays ayant répondu au questionnaire ont indiqué qu'il y avait une participation accrue de celles-ci à l'économie, à tous les niveaux, et presque tous ont indiqué que les femmes et les hommes bénéficiaient de programmes de renforcement des capacités et d'un appui pour créer une entreprise. Les pays ont mis en œuvre des politiques

d'avant garde en mettant au point un indicateur des inégalités entre les sexes propre à l'Afrique qui prend en compte la vie réelle et l'expérience vécue aussi bien des hommes que des femmes sur le continent, les États membres se chargeant de collecter, d'analyser et de faire connaître l'Indicateur. Je suis heureux de vous informer que les résultats de ce travail sont exposés en détail dans le Rapport sur les femmes africaines 2009 qui sera lancé demain. En mettant au point un tel Indicateur, la CEA entend pallier le manque de statistiques précises sur les femmes, qui sont essentielles à la mise en œuvre ainsi qu'au suivi et à l'évaluation du Programme d'action de Beijing.

Une autre grande réalisation est le programme de statistiques pour mesurer les budgets-temps et les incorporer dans les systèmes nationaux statistiques pour prendre en compte les incidences sur la politique du travail non rémunéré et non reconnu, qui est essentiellement effectué par les femmes et les filles.

Malgré ces avancées, il y a toujours des difficultés qui compromettent les progrès au niveau national. La plus grande difficulté est de faire en sorte que les petites filles achèvent leurs études primaires et poursuivent des études supérieures et de réduire le taux de mortalité maternelle très élevé. Les pratiques discriminatoires et les attitudes du public envers la promotion des femmes et la

maintien de la paix et à la reconstruction après les conflits. J'espère que la présente réunion décidera d'apporter une solution à ce problème important.

L'insécurité alimentaire ainsi que les crises financière et économique qui sévissent au niveau mondial constituent un obstacle majeur à la réalisation de l'égalité entre les sexes et à l'autonomisation des femmes sur le continent. Dans bon nombre de pays, on assiste à une hausse du chômage et à l'aggravation de l'inégalité des revenus. Cette situation a des conséquences sur les femmes, étant donné que bon nombre d'entre elles sont contraintes de gérer des revenus de ménages en baisse constante, ce qui contribuera probablement à une aggravation du niveau de pauvreté chez les femmes et aura de graves conséquences non seulement sur la sécurité alimentaire, l'éducation et la santé des enfants mais aussi sur la mortalité maternelle.

Le changement climatique constitue un problème particulier pour le continent. Les femmes sont encore plus vulnérables aux effets du changement climatique parce que la plupart d'entre elles sont en général pauvres et sont très dépendantes des secteurs qui sont touchés par ce phénomène. Lors de la Conférence sur le changement climatique qui se tiendra à Stockholm le mois

Au cours de cette Conférence, nous devrions nous mettre d'accord sur les principales actions nécessaires pour progresser plus rapidement dans la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing. Le meilleur produit qui puisse sortir de nos travaux est un document d'engagement qui réaffirme notre volonté et notre détermination communes et exprime votre décision d'accélérer la mise en œuvre du Programme d'action au cours des cinq années restantes. Je suis convaincu que vous adopterez un document d'engagement complet et pratique.

Je puis vous assurer que l'Union africaine, la Banque africaine de développement et la CEA continueront à répondre à vos besoins en soutenant la mise en œuvre effective du Programme d'action.

Madame la Vice-Présidente, Mesdames et Messieurs les Ministres, Excellences, Mesdames et Messieurs.

La présente Conférence vient à point nommé puisqu'elle se tient au cours de l'année qui marque le trentième anniversaire de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, qui a été célébré hier en prélude à cette rencontre. Puisse cette importante occasion inspirer et guider vos travaux au cours des prochains jours !